

ENSEMBLE

contre le libéralisme-pour une alternative

Le 6 février, les salarié-es se mobilisent pour l'emploi, le pouvoir d'achat et les salaires, contre les politiques d'austérité et le pacte de responsabilité annoncé par François Hollande le 14 janvier.

Le Front de gauche appelle les salarié-es, les sans-emploi et les retraité-es à soutenir ces manifestations et à y participer.

HOLLANDE FAIT LA POLITIQUE DU MEDEF

Le président de la République accélère les choix politiques qui, partout en Europe, depuis de longues années, ont imposé misères et régressions aux populations. On ne sortira pas ainsi de la crise provoquée par le libéralisme.

François Hollande avait promis l'inversion de la courbe du chômage ; celui-ci continue d'augmenter. Avec le pacte de responsabilité, les cadeaux au Medef continuent. En proposant la fin des cotisations familiales patronales, il a répondu à une vieille exigence de classe du Medef et fait un nouveau cadeau de 30 milliards au patronat après les 20 milliards du CICE. On connaît les résultats de cette politique : les dividendes ont été multipliés par 7 en 20 ans. La part des profits dans la richesse nationale ne cesse d'augmenter.

Dans le même temps, pas un emploi n'a été ainsi créé, des dizaines de milliers de salariés ont été jetés à la rue. Les contreparties exigées ne relèveraient que de négociations de branche que le Parlement est déjà appelé à entériner. Autrement dit, c'est la fin de toute législation sociale nationale !

C'est une attaque profonde, un dynamitage en règle du modèle social et républicain français.

QUELQUES CHIFFRES

312 milliards de revenus financiers non soumis à cotisations sociales

30 milliards d'exonération de cotisations patronales

50 à 60 milliards d'évasion fiscale

220 milliards de subventions patronales

80 milliards de bénéfices pour les entreprises du CAC 40

MOINS DE DROITS POUR LES SALARIÉS

Cette attaque contre nos vies se déroule simultanément à des atteintes aux droits des salariés. Après le refus de l'amnistie sociale, le parquet général de Lyon fait appel de la relaxe prononcée par le tribunal correctionnel envers les 5 militants syndicalistes de Roanne. Le gouvernement envisage de supprimer les élections prud'homales et Michel Sapin, ministre du Travail, annonce qu'il étudie l'abaissement des seuils de représentativité syndicale dans les entreprises ; encore une atteinte aux droits des salarié-es pour répondre à une ancienne revendication du Medef !

C'EST LE PEUPLE QU'IL FAUT ENTENDRE

Les salarié-es ont raison de se mobiliser contre ces nouvelles atteintes à leurs vies et à leurs droits. Ce n'est pas en augmentant les dividendes des actionnaires que l'on créera de l'emploi, que l'on renforcera notre protection sociale ou le pouvoir d'achat. Pour changer la donne, il faut inverser les logiques actuellement à l'œuvre. L'accélération libérale assumée du gouvernement trouble et révolte tous ceux qui ont le cœur à gauche. Le Front de gauche s'oppose à cette politique. Il est déterminé à rassembler pour combattre le pacte de responsabilité présidentiel et pousser en avant une alternative utile socialement et écologiquement soutenable.

**FRONT
DE GAUCHE**